

CES NATIONS FAÇONNÉES PAR LES EMPIRES ET LA GLOBALISATION

Réécrire le récit national du XIX^e siècle aujourd'hui

Stephen W. Sawyer, Aurore Clavier

Éditions de l'EHESS | « *Annales. Histoire, Sciences Sociales* »

2014/1 69e année | pages 117 à 137

ISSN 0395-2649

ISBN 9782200928889

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-Annales-2014-1-page-117.htm>

!Pour citer cet article :

Stephen W. Sawyer, Aurore Clavier, « Ces nations façonnées par les empires et la globalisation. Réécrire le récit national du XIX^e siècle aujourd'hui », *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 2014/1 (69e année), p. 117-137.

Distribution électronique Cairn.info pour Éditions de l'EHESS.

© Éditions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Ces nations façonnées par les empires et la globalisation

Réécrire le récit national du XIX^e siècle aujourd'hui*

Stephen W. Sawyer

Un spectre hante aujourd'hui les historiens du XIX^e siècle européen, le spectre de la faillite de l'État-nation comme paradigme historique signifiant. Tandis que les spécialistes de la période ont jusqu'à présent évité de s'unir en une Sainte-Alliance pour chasser ce spectre une fois pour toutes, les chercheurs formés à l'écriture d'histoires nationales dans un âge post-national ont pris l'habitude de composer dans la pénombre du crépuscule (ou serait-ce celle de l'aube?). Nous sommes confrontés à un modèle d'histoire nationale à la fois étrangement pertinent et cruellement dépassé dans le contexte des succès électoraux et populaires de l'extrême droite en France et à travers l'Europe, ou du projet surprenant (et désormais enterré) d'un musée d'histoire nationale proposé sous la présidence de Nicolas Sarkozy, sans oublier la vague d'une mondialisation galopante qui semble être devenue une course maladroite à l'austérité (hélas, comme le dirait Karl Marx, il semblerait que nous soyons à nouveau des pommes de terre dans un sac). Parallèlement, la progression de paradigmes convaincants dans les domaines de l'histoire impériale, océanique, environnementale, connectée, globale et mondiale (dont chacun a entrepris de contester, de manière spécifique, l'emprise de la nation sur nos imaginaires historiques), apporte à ces questions des arguments et des réponses

* À propos de la collection dirigée par Johan CHAPOUTOT, *Histoire de la France contemporaine*, vol. 1, Aurélien LIGNEREUX, *L'Empire des Français, 1799-1815*, vol. 2, Bertrand GOJON, *Monarchies postrévolutionnaires, 1814-1848*, vol. 3, Quentin DELUERMOZ, *Le crépuscule des révolutions, 1848-1871*, Paris, Éd. du Seuil, 2012, respectivement 416, 443 et 408 p.

d'une pertinence si séduisante qu'ils forceraient jusqu'au plus obstiné des historiens à abandonner sa machine à écrire rouillée pour s'élancer vers le grand large.

Pourtant, le postulat de cette note critique est qu'il reste encore une grande vitalité à ce vieux cadre national à l'ère de l'histoire globale et impériale. On peut lire les trois volumes de l'*Histoire de la France contemporaine* comme une nouvelle vague dans une série historiographique entreprise à l'apogée du paradigme national, en particulier avec l'*Histoire de France* d'Ernest Lavisse (1913). Plus récemment, depuis les années 1970, l'écriture du roman national n'a cessé d'inspirer de nouvelles tentatives. Pour n'en nommer que quelques-unes, citons la *Nouvelle histoire de la France contemporaine* lancée par Michel Winock en 1972¹, l'édition in-folio d'Hachette (rééditée en poche)², la collection Fayard dirigée par Jean Favier³, ou encore *L'histoire des Français* d'Yves Lequin⁴. Néanmoins, à une époque dominée par l'histoire et l'historiographie post-nationales, cette nouvelle vague semble avoir cessé de grossir pour s'écraser sur la côte, inondant un paysage historiographique tour à tour déconstruit et reformé, notamment dans le sillage d'entreprises de révision

1 - Michel WINOCK, *Nouvelle histoire de la France contemporaine*, vol. 1, Michel VOVELLE, *La chute de la monarchie, 1787-1792*, vol. 2, Roger DUPUY, *La république jacobine. Terreur, guerre et gouvernement révolutionnaire, 1792-1794*, vol. 3, Denis WORONOFF, *La République bourgeoise. De Thermidor à Brumaire, 1794-1799*, vol. 4, Louis BERGERON, *L'épisode napoléonien. Aspects intérieurs, 1799-1815*, vol. 5, Roger DUFRAISSE et Michel KERAUTRET, *La France napoléonienne. Aspects extérieurs, 1799-1815*, vol. 6-7, André JARDIN et André-Jean TUDESQ, *La France des notables, 1815-1848*, vol. 8, Maurice AGULHON, *1848 ou l'apprentissage de la République, 1848-1852*, vol. 9, Alain PLESSIS, *De la fête impériale au mur des fédérés, 1852-1871*, vol. 10, Jean-Marie MAYEUR, *Les débuts de la Troisième République, 1871-1898*, vol. 11, Madeleine REBÉRIOUX, *La république radicale ? 1898-1914*, vol. 12, Jean-Jacques BECKER et Serge BERSTEIN, *Victoire et frustrations, 1914-1929*, vol. 13, Dominique BORNE et Henri DUBIEF, *La crise des années 30, 1929-1938*, vol. 14, Jean-Pierre AZÉMA, *De Munich à la Libération, 1938-1944*, vol. 15, Jean-Pierre RIOUX, *L'ardeur et la nécessité, 1944-1952*, vol. 16, Jean-Pierre RIOUX, *La France de la IV^e République. L'expansion et l'impuissance, 1952-1958*, vol. 17, Serge BERSTEIN, *La France de l'expansion. 1, La République gaullienne, 1958-1969*, vol. 18, Serge BERSTEIN et Jean-Pierre RIOUX, *La France de l'expansion. 2, L'apogée Pompidou, 1969-1974*, vol. 19, Jean-Jacques BECKER, *Crises et alternances, 1974-1995*, vol. 20, Olivier WIEVIORKA et Christophe PROCHASSON (éd.), *La France du XX^e siècle. Documents d'histoire*, Paris, Éd. du Seuil, 1972-2011.

2 - *Histoire de France Hachette*, vol. 1, Georges DUBY, *Le Moyen Âge. De Hugues Capet à Jeanne d'Arc, 987-1460*, vol. 2, Emmanuel LE ROY LADURIE, *L'État royal. De Louis XI à Henri IV, 1460-1610*, vol. 3, Emmanuel LE ROY LADURIE, *L'Ancien Régime. De Louis XIII à Louis XV, 1610-1770*, vol. 4, François FURET, *La Révolution. De Turgot à Jules Ferry, 1770-1880*, vol. 5, Maurice AGULHON, *La République. De Jules Ferry à François Mitterrand, 1880 à nos jours*, Paris, Hachette, 1987-1991.

3 - Jean FAVIER (dir.), *Histoire de France*, vol. 1, Karl Ferdinand WERNER, *Les origines. Avant l'an mil*, vol. 2, Jean FAVIER, *Le temps des principautés. De l'an mil à 1515*, vol. 3, Jean MEYER, *La France moderne. De 1515 à 1789*, vol. 4, Jean TULARD, *Les révolutions. De 1789 à 1851*, vol. 5, François CARON, *La France des patriotes. De 1851 à 1918*, vol. 6, René RÉMOND, *Notre siècle. De 1918 à 1988*, Paris, Fayard, 1984-1988.

4 - Yves LEQUIN (dir.), *L'histoire des Français, XIX^e-XX^e siècles*, vol. 1, *Un peuple et son pays*, vol. 2, *La société*, vol. 3, *Les citoyens et la démocratie*, Paris, Armand Colin, 1983-1984.

du récit national telles que *Les lieux de mémoires* de Pierre Nora et *l'Histoire de la France* d'André Burguière et Jacques Revel, toutes deux rééditées⁵.

Dès lors, pourquoi revisiter le projet national aujourd'hui ? Il semble en effet y avoir comme une gêne, désormais, à réécrire ce type d'histoire. À l'image d'un griffonnage, stylo-bille en main, à bord d'une 2 CV lancée à pleine vitesse sur une route nationale en chantier, écrire dans cette perspective apparaît de nos jours non seulement comme une tâche potentiellement dangereuse, mais aussi vertigineuse, comme s'il s'agissait d'avancer avec prudence, taraudé par l'inévitable question de savoir si c'est encore une bonne idée. En un sens, la réponse est évidente. Il va sans dire, en effet, que l'exercice de réécriture du roman national peut s'avérer riche de sens pour l'historien et, sans doute, pour un public plus large. Une histoire nationale du XIX^e siècle qui emprunte la périodisation traditionnelle en Empire, monarchies postrévolutionnaires et période allant de la Deuxième République jusqu'à la Commune peut toujours « remplir » la même fonction qu'auparavant, c'est-à-dire actualiser la bibliographie et présenter un portrait national significatif à travers la vaste gamme des soulèvements politiques, sociaux et culturels. Célébrer l'histoire française en tant que telle reste possible, et de tels ouvrages, manifestement, trouvent encore un lectorat, bien qu'il soit difficile de déterminer dans quelle mesure il faudrait concevoir ces travaux comme des manuels de concours, des histoires généralistes pour non-historiens, ou des synthèses en dialogue avec la recherche historique actuelle, la combinaison des trois restant une tâche ardue, sinon impossible.

Pourtant, au risque de réitérer la référence récente de Nicolas Offenstadt à Lucien Febvre, « une histoire qui sert est une histoire servie⁶ », force est de reconnaître que les nouvelles publications sur l'histoire de France ne manquent pas. Mentionnons pour preuve la réédition récente du Lavis, le dernier volet par Pierre Nora de ses *Recherches de la France*⁷, ainsi qu'une nouvelle histoire de France dirigée par Joël Cornette⁸, en plus de la collection du Seuil dont il est question ici. Une telle accumulation de richesses historiques soulève une question importante : comment empêcher ce retour au *national* de n'être qu'un voyage nostalgique, n'ayant rien perdu de son charme et de son attrait populaire mais qui semble d'un autre temps ? À ce titre, et à bien d'autres, on peut louer la décision de Johan Chapoutot, directeur de cette collection, de faire appel à des historiens relativement jeunes, pour la plupart maîtres de conférences à l'époque de la publication.

5 - Pierre NORA (dir.), *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, [1984] 1997 ; André BURGUIÈRE et Jacques REVEL (dir.), *Histoire de la France*, vol. 1, Jacques REVEL (dir.), *L'espace français*, vol. 2, André BURGUIÈRE (dir.), *Héritages*, vol. 3, Jacques LE GOFF (dir.), *La longue durée de l'État*, vol. 4, André BURGUIÈRE (dir.), *Choix culturels et mémoire*, vol. 5, Jacques JULLIARD (dir.), *Les conflits*, Paris, Éd. du Seuil, [1989-1993] 2000.

6 - Nicolas OFFENSTADT, *L'histoire bling-bling. Le retour du roman national*, Paris, Stock, 2009.

7 - Pierre NORA, *Recherches de la France*, Paris, Gallimard, 2013.

8 - Joël CORNETTE (dir.), *Le grand atelier de l'histoire de France. Sources, historiographie, controverses, enjeux*, vol. 1, *Le Moyen Âge, 481-1453*, vol. 2, *Les Temps modernes, 1453-1815*, vol. 3, *L'époque contemporaine, 1815-2005*, Paris, Belin, 2012.

S'ils ne sont certes pas tous dans ce cas, nombre des jeunes historiens ayant écrit leur thèse et atteint la maturité au cours des quinze dernières années ont dû reconsidérer le paradigme national et, malgré son importance, l'idée d'une « nouvelle histoire » a des accents surannés pour beaucoup de chercheurs de cette génération. En dépit de cette considération, le déluge n'est pas encore d'actualité, comme le montrent ces trois volumes. Au contraire, un certain type d'histoire nationale a non seulement résisté, mais paraît étonnamment pertinent à l'ère de la mondialisation. Dans ce contexte, la question devient la suivante : de quel type d'histoire nationale parlons-nous ?

J. Chapoutot souligne que le but de ces volumes est d'« offrir au plus grand nombre les acquis des travaux les plus récents et les plus pointus sous la forme d'un récit accessible et agréable⁹ ». Dans cette perspective relativement large, le projet est une réussite. On nous présente généralement un champ historiographique amplement mis à jour, témoignant d'une compréhension approfondie de cette période avec, parfois, de vastes révisions. Ces trois volumes, soit à travers ce qu'ils ont inclus, soit, dans certains cas, par ce qu'ils ont écarté, révèlent que le cadre national peut encore s'avérer significatif pour les historiens du XIX^e siècle européen, bien qu'ils se placent dans une tout autre optique que celle prise pour acquise par la « nouvelle histoire » dans les années 1970. Il semble en somme que la richesse des historiographies nationales, confrontées aux contre-récits des quarante dernières années, nous prémunisse au moins contre l'exhumation ou la célébration d'un roman national fossilisé.

Le problème semble dorénavant se cacher ailleurs. Comme l'a récemment avancé Christophe Charle, la nouvelle *Historikerstreit* se concentre sur la question de l'articulation entre les échelles globale et nationale de la réflexion historiographique¹⁰. En effet, l'ampleur presque écrasante de l'historiographie nationale concernant la France du XIX^e siècle pourrait laisser supposer que bon nombre des « grandes » questions ont trouvé une réponse et que seule une nouvelle perspective globale ou impériale est à même d'offrir une issue. Pourtant, je soutiendrai au contraire que des synthèses comme celles examinées ici font partie des matériaux essentiels à l'écriture du type même d'histoires globale et impériale recherchées, dont les historiens ont fait le cœur de leur programme. Car s'il est un truisme concernant les échelles structurelles de l'histoire du XIX^e siècle (et les domaines de l'histoire urbaine, nationale, continentale, impériale et océanique, ainsi que les processus de globalisation introduits par le capitalisme industriel, qui sont à la fois la source et le produit de ces structures), c'est qu'elles ont forgé un mécanisme hautement sophistiqué : l'État-nation. Tandis que sa forme demeure relativement jeune, en comparaison des empires par exemple, et que sa résilience sur la *longue durée* reste sujette à caution, il ne fait guère de doute que l'État-nation a façonné et marqué en profondeur tous les autres plans de l'organisation sociale au XIX^e siècle.

9- « Joël Cornette et Johann Chapoutot : la France est une invention », *Le monde des livres*, 19 oct. 2012.

10- Christophe CHARLE, « Histoire globale, histoire nationale ? Comment réconcilier recherche et pédagogie », n° spécial « Difficile enseignement de l'histoire », *Le débat*, 175-3, 2013, p. 60-68.

En ce sens, grâce à l'emprise du paradigme national sur l'histoire européenne, et parfois, il est vrai, malgré lui, ce niveau d'analyse reste aussi pertinent, voire peut-être plus, qu'auparavant. Ainsi que l'ont souligné les sociologues et les géographes, la vague actuelle de globalisation nous pousse vers des formes politiques neuves et inédites, mais cela ne signifie simplement pas la fin de l'État-nation. Cela vaut la peine d'examiner comment les recherches en ce domaine peuvent nous permettre de régler notre lunette avec une précision accrue, à mesure que le champ historiographique s'étend sous nos pieds. Nos histoires nationales pourraient bien nous aider, justement, à frayer des chemins inconnus.

À l'aube de cette révolution des paradigmes où l'échelle, le type et la temporalité des questions posées par les historiens ont subi un (nouveau¹¹) déplacement radical, nous risquerions de commettre notre pire erreur en nous contentant de marcher, avec un excès de confiance, sur le champ densément sédimenté de nos historiographies nationales, les yeux fixés sur l'horizon, convaincus que les questions posées et les réponses apportées dans un cadre national ne furent jamais que des inventions, dont ne resteraient désormais que d'intéressants fossiles dans un monde aplani. Il est donc nécessaire, et c'est précisément ce qu'une lecture (qui est tout autant une interprétation) de ces volumes suggère, non pas de nous détourner de l'histoire nationale, mais de considérer en quoi celle-ci peut informer, aujourd'hui comme demain, les histoires impériale et globale à venir.

L'Empire des Français

Le titre du premier volume qui couvre la période 1799-1815 offre une réponse prometteuse, à l'intersection complexe entre nos histoires impériale et nationale au XIX^e siècle. À contre-courant d'un domaine longtemps resté « un champ clos où se perpétuaient des postulats méthodologiques indéniablement vieilliss », Aurélien Lignereux s'est efforcé de décentrer cette histoire de l'Empire en ne donnant à Napoléon Bonaparte qu'un rôle secondaire. Dans sa stimulante introduction, il soutient qu'une telle considération lui permet de réagir de façon significative aux propos de Dominique Borne qui, dans son *Histoire de la France*, en appelait « à l'entrecroisement du politique, de l'économique et du culturel, à la simultanéité des registres de temporalité et des identités, afin de mettre en garde contre la reconstruction d'une histoire linéaire et univoque¹² ». Bien que cette déclaration soit suffisamment ouverte aux interprétations pour pouvoir raisonnablement servir à n'importe quelle histoire, quelle qu'en soit l'échelle, il est vrai qu'elle incite A. Lignereux à détourner les projecteurs de Napoléon, ce qui constitue un premier pas vers une (voire peut-être *la*) question fondamentale pour toute histoire du

11 - Ce « tournant global » est loin d'être le premier. Pour une histoire de ces mouvements durant la seconde moitié du XX^e siècle dans les *Annales HSS*, voir « Les Annales et l'histoire à l'échelle mondiale », <http://annales.ehess.fr/index.php?247>.

12 - A. LIGNEREUX, *L'Empire des Français...*, *op. cit.*, p. 11 ; Dominique BORNE (dir.), *Histoire de la France contemporaine*, Paris, Hachette, 1991.

Premier Empire aujourd'hui : peut-on encore écrire une histoire nationale de l'Empire ? « Est-il possible d'inscrire cette histoire napoléonienne, qui n'est plus exclusivement française, au sein d'une histoire de France ¹³ ? » L'auteur y répond en s'appuyant non seulement sur la masse historiographique solide portant sur l'Empire, mais en se concentrant plus spécifiquement sur le « tournant impérial », en dialogue avec la nouvelle histoire impériale. Il interprète ainsi cette période comme une « mutation impériale de la nationalité française ¹⁴ ». Tandis qu'une tendance, visible dans certains exemples de nouvelle histoire impériale, consiste à postuler une opposition entre nation et Empire en tant que paradigmes historiques ¹⁵, en traitant ce dernier comme un processus interférant avec un cadre national en perpétuelle construction, A. Lignereux ouvre vers une synthèse convaincante opérant à de multiples niveaux.

L'ouvrage nous mène à travers l'Empire, depuis l'« échec » supposé du Directoire jusqu'à Sainte-Hélène, en prenant la mesure d'un certain penchant révisionniste, puisqu'il reconnaît d'emblée, par exemple, que si le Directoire n'était certes pas exactement aussi moribond que ce qu'affirmaient Bonaparte et les représentations qui suivirent le coup d'État, on ne saurait négliger la capacité de celui-ci à se poser en sauveur d'un régime en rapide perte de vitesse et qui, malgré tous ses succès, se révélait finalement incapable de mettre un terme à la Révolution française. « La Révolution est fixée aux principes qui l'ont commencée », annonçait-il au moment de la Constitution de l'an VIII. Or le succès relatif de cette déclaration, suggère A. Lignereux, devait plus à la capacité de Bonaparte à proclamer une pacification générale qu'à l'établissement d'une paix durable, qui ne surviendrait qu'avec sa chute finale. Pourtant, comme le suggère A. Lignereux, à la suite d'Howard Brown ¹⁶, la Révolution s'acheva effectivement, dans une certaine mesure, sous son règne : son tournant monarchique après 1802 et 1804 était lui-même envisagé comme la fin d'un cycle, un retour aux idéaux de 1789 selon lesquels un roi héréditaire était au fondement d'un régime idéal. Une telle approche se conforme à l'histoire politique du Premier Empire, qui a pris une place grandissante dans l'historiographie des vingt dernières années.

Ainsi, l'achèvement de la Révolution se manifesta aussi par une sortie de la République et par la réinvention d'un nationalisme universel d'un type spécifique.

13 - A. LIGNEREUX, *L'Empire des Français...*, *op. cit.*, p. 12.

14 - *Ibid.*, p. 14.

15 - Dans son étude historiographique, Anthony Hopkins annonçait : « les problèmes mondiaux les plus pressants sont ceux qui surviennent ou en deçà ou au-delà du niveau de l'État-nation. L'implication, et le thème de cet article, est qu'un cadre d'organisation différent est nécessaire si nous devons comprendre le présent, intégrer le passé et envisager le positionnement des loyautés futures dans un monde où l'État-nation pourrait ne plus être l'institution politique dominante ou la base du développement économique », Anthony G. HOPKINS, « Viewpoint. Back to the Future: From National History to Imperial History », *Past and Present*, 164, 1999, p. 198-243.

16 - Howard G. BROWN, *Ending the French Revolution: Violence, Justice, and Repression from the Terror to Napoleon*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2006.

S'appuyant sur les formes complémentaires de la vertu républicaine et du spectacle monarchique, les ambiguïtés du pouvoir napoléonien ouvrirent une voie originale vers un césarisme démocratique dans lequel « l'autorité doit venir d'en haut et la confiance d'en bas, l'esprit public [étant] d'essence plébiscitaire ¹⁷ ». Néanmoins, aussi stable que s'avérât ce modèle après 1802, A. Lignereux rappelle que l'historiographie récente a soigneusement rejeté tout soupçon de fatalité dans sa lecture d'un assemblage aussi moderne et ingénieux, car il ne fait aucun doute que le Consulat aurait pu perdurer. La place importante, sans être héroïque, qu'elle laisse à l'empereur conduit donc cette histoire politique de l'Empire à prendre en compte les rôles idéologique, circonstanciel et personnel joués par certains des esprits politiques majeurs de cette période dans la défaite du Consulat et la création d'un Empire des Français. Loin d'être une marche vers l'inévitable Empire qui se profilait à l'horizon, l'émergence du grand projet napoléonien fut faite de soubresauts : comme le montre par exemple l'accord du Sénat sur l'Empire, lorsqu'il appela à une monarchie constitutionnelle et libérale le 28 mars 1804, tandis que le peuple réclamait le « roi de la Révolution ¹⁸ ». La citation de la synthèse de Steven Englund semble résumer la gamme quasi entière des régimes et ambitions politiques du XIX^e siècle auxquels il est fait référence : une « nouvelle sorte de monarchie, démocratique et représentative par son origine et sa légitimité, romaine par son style, libérale par ses aspirations, dictatoriale en substance, suscitée par la guerre, mais sans qu'elle la recherche, et soutenue par la gloire ¹⁹ ».

À n'en pas douter, l'un des débats les plus importants (et difficiles) qui sous-tendent ce volume porte sur la place exacte à donner aux événements de 1799 dans l'histoire de la France moderne. Bien que la décision de resituer la décennie révolutionnaire au XVIII^e siècle confirme une tendance de l'historiographie à intégrer à ce dernier les premières années de la Révolution (tendance qui a certes porté ses fruits mais a aussi montré ses limites), ce récit force à reconnaître que l'Empire a introduit un leitmotiv dans un large pan du paysage politique de la France moderne, en grande partie parce qu'il donnait corps aux contours politiques manifestement contradictoires d'un « État-nation impérial ²⁰ ». Au fil de cette histoire politique, on se délecte des anecdotes parfois savoureuses évoquant personnalités extraordinaires, intrigues et soif de pouvoir, mais l'ouvrage nous plonge aussi, plus sérieusement, au cœur des apories de l'histoire politique du XIX^e siècle. Comment

17 - A. LIGNEREUX, *L'Empire des Français...*, *op. cit.*, p. 149.

18 - *Ibid.*, p. 63.

19 - *Ibid.*, p. 86.

20 - L'ouvrage de Gary Wilder s'intéresse à la période de l'entre-deux-guerres de ce point de vue, néanmoins l'analyse d'A. Lignereux suggère que l'idée d'un État-nation impérial prit son sens moderne en France dès le Premier Empire. Voir Gary WILDER, *The French Imperial Nation-State: Negritude and Colonial Humanism Between the Two World Wars*, Chicago, University of Chicago Press, 2005. Pour une réflexion sur la relation complexe entre État-nation et Empire durant cette période, voir Christophe CHARLE, *La crise des sociétés impériales : Allemagne, France, Grande-Bretagne, 1900-1940. Essai d'histoire sociale comparée*, Paris, Éd. du Seuil, 2008.

définir, ainsi, les fondements politiques d'un État-nation bâti aux dimensions d'un Empire ? La question est d'autant plus significative qu'elle traverse les trois volumes de la série.

L'analyse de l'État napoléonien qui, de toute évidence, représente l'un des legs majeurs pour le système politique de la France moderne, voire de l'Europe, synthétise la vague de révisionnisme récente, tout en suggérant l'importance de l'échelle impériale dans la construction de l'État moderne (autre trait majeur de la modernité politique resté prisonnier de l'échelle nationale et de son « piège territorial »). Le titre du chapitre « Gouverner la société » laisse deviner la porosité entre État et société dans le processus d'édification de l'État napoléonien et du vaste Empire en son sein. Malgré certaines critiques, formulées tout au long du XIX^e siècle et au-delà, l'État napoléonien ne résultait pas seulement de l'autonomisation et de la centralisation des pouvoirs bureaucratique et militaire aux mains d'un appareil d'État soumis à un contrôle étroit. Ainsi, la décision de Napoléon d'exploiter les liens avec le secteur privé et un ensemble renouvelé de structures intermédiaires irriguant la société civile constitue l'un des aspects les plus innovants, mais aussi traditionnellement les moins compris, de la formation de l'État sous le Premier Empire et, plus généralement, au XIX^e siècle. L'insistance excessive sur les innovations bureaucratiques, militaires et territoriales, qui sont également abordées dans l'ouvrage, a tendu à occulter bon nombre des grandes nouveautés de la construction étatique sous l'Empire, tout en exagérant ses réussites. L'un des principaux héritages de cette période fut sans doute l'État « néo-corporatiste », destiné à prospérer grâce à un dialogue avec de nouveaux acteurs économiques tels que les chambres de commerce, les conseils d'agriculture, les chambres de manufacture et les corporations de boulangers et de bouchers alors réinstaurées, parallèlement à la redéfinition des liens avec l'Église et à la construction de la famille du point de vue juridique avec le Code civil. En outre, l'impulsion de nombreuses réalisations d'État fut le fruit de partenariats entre secteurs public et privé, tandis que les œuvres de charité privées endossèrent la plupart des tâches essentielles au bien-être social, jusqu'au Consulat, suggérant que ce devait être « autant les moyens privés qui aid[aient] l'État que les ressources publiques qui secour[aient] les particuliers²¹ ».

Cette tentative de rapprochement entre domaines public et privé, ainsi qu'entre État et société civile, donna au développement de l'État français un cadre au sein duquel l'idéal jacobin ne devint guère plus qu'un mythe pour le restant du XIX^e siècle. Simultanément, A. Lignereux note que le bilan de l'Empire quant à l'uniformité territoriale était loin d'être aussi positif que les historiens ne le supposent traditionnellement. C'est sur cette assise irrégulière, quoique ambitieuse, que se concentrerait la construction de l'État tout au long du XIX^e siècle, malgré le mythe du jacobinisme et les appels répétés à un abandon de la centralisation durant les siècles suivants. Selon A. Lignereux, un Empire aussi vaste, en guerre permanente, et dont l'empereur passait plus des trois-quarts de son temps

loin des institutions du gouvernement, était victime de son « hyperpersonnalisation » plus que de sa capacité réelle à imposer l'uniformité et la centralisation. Les dimensions de l'État impérial n'étaient donc résolument pas verrouillées par l'échelle territoriale de la nation.

La couverture du livre montre une image très parlante de *La lecture du bulletin de la Grande Armée*, dans laquelle l'expansion de l'Empire s'insinue dans la vie privée d'une famille parisienne. En effet, il semble que l'écart qui sépare une France confinée au territoire de l'Ancien Régime, d'une part, et l'échelle perturbée (et perturbante) de la nation française moderne, d'autre part, ait connu une mutation décisive à travers l'expérience impériale. Un Empire de 130 départements, comptant plus de 42 millions d'habitants (80 millions en incluant l'ensemble des territoires annexés), soulevait la question fondamentale de l'échelle territoriale selon laquelle se construisait l'État-nation. Le problème de l'intégration de ces territoires est central : « Au total, 31 % des affrontements prennent place dans les nouveaux départements, part qui correspond grossièrement à leur poids dans le pays²². » En parallèle, la participation électorale au niveau des cantons des départements annexés dépassait globalement celle de l'Hexagone. Enfin, en 1809, la Grande Armée comptait plus de 700 000 « non-Français » parmi ses rangs. Dans cette perspective, l'hypothèse d'un rejet du contrôle français ou l'idée d'une France hexagonale intégrée, entourée d'un Empire lâche et disjoint, semble relativement hasardeuse. Certains historiens, dans la lignée des travaux de Stuart Woolf²³, ont récemment porté une attention renouvelée à l'intégration des populations dans les territoires annexés : « parce qu'elle traite d'intégration, de l'assimilation, d'échanges culturels et de replis communautaires, de nation et de nationalité, l'étude des populations momentanément réunies à la France fait écho à des préoccupations redevenues cruciales²⁴ ». Ici, cette question reste ambiguë, comme le suggèrent, par exemple, les promesses d'allégeance à l'empereur mais non à l'Empire, la profonde hétérogénéité du territoire malgré les tentatives d'uniformisation administrative, et la persistance de nombreux modes d'agriculture et de commerce traditionnels dont les mutations se sont opérées sur des temps bien plus longs que la génération bonapartiste. Une conclusion se dégage clairement : malgré la prétendue main de fer du Premier Empire, l'État territorial ne connut jamais des frontières nettes et le monopole ferme sur le pouvoir bureaucratique et coercitif qu'on lui prêta longtemps.

Dans cette perspective, l'ouvrage revient également sur la conclusion de thèses récentes ayant mis au jour l'illusion d'un tissu territorial français extrêmement serré qui se serait progressivement étendu vers l'extérieur. En réalité, l'Empire donnait lieu à des changements d'échelles constants. L'auteur souligne, par exemple, le caractère isolé d'un département comme l'Aveyron, ou la relation

22 - *Ibid.*, p. 161.

23 - En particulier, Stuart WOOLF, *Napoleon's Integration of Europe*, Londres, Routledge, 1991.

24 - A. LIGNEREUX, *L'Empire des Français...*, *op. cit.*, p. 232.

quasi coloniale entre la Lozère et Paris, tandis que les habitants de la capitale entretenaient des contacts réguliers avec les départements flamands²⁵. À une échelle plus large encore, les historiens de l'espace atlantique ont depuis longtemps établi que le développement de l'Empire avait marqué le déclin de l'Atlantique français. La perte de Saint-Domingue et le blocus continental contribuèrent à l'affaiblissement économique de la côte atlantique et à l'émergence définitive de Paris en tant que centre d'échanges et destination d'une sorte d'exil des cerveaux depuis la France et l'Europe. Simultanément, de nouveaux projets pour la construction de routes à travers le reste de l'Europe donnèrent une place plus conséquente à des villes comme Strasbourg, sans parler des autres grandes villes « françaises » de 1811 : Amsterdam, Rome, Hambourg, Florence, Gênes, Bruxelles, Turin et Anvers. Il ressort de cette juxtaposition d'échelles un paysage complexe, où les relations entre les citoyens, les villes, l'État, la nation et l'Empire se tissaient le long de trames complémentaires, mais néanmoins distinctes. *L'Empire des Français* invite à reconsidérer les dimensions scalaires de la construction nationale en rejetant la symétrie des interactions entre État et nation, ainsi que l'idée d'un Empire en expansion autour d'un centre national intégré. En d'autres termes, comme le suggère A. Lignereux de façon saisissante, l'Empire français correspondait à un « État multi-national²⁶ ». Notons néanmoins que, dans cette étude, la nation aux dimensions impériales se limite strictement au continent européen. Seules deux courtes pages sont dédiées à Saint-Domingue et à la Louisiane, tandis que les « vies intérieures » de ces Français demeurés en Guyane française, en Inde et en Afrique sont tout aussi négligées²⁷. L'impératif global du Premier Empire continue mystérieusement d'échapper au récit national. Toute prochaine histoire de ce genre se devra sans doute de corriger cet oubli.

Si la pleine étendue de l'Empire reste quelque peu dans l'ombre, la structure de l'enquête offre un véritable cadre pour penser la société nationale impériale de la fin du XIX^e siècle. Si la Révolution, et son plus grand héros, maintenaient un monopole virtuel sur les conceptions de l'État-nation, l'État lui-même s'appuyait sur les échelles multiples des villes, des nouveaux départements et des territoires annexés. Comme il en irait encore tout au long du XIX^e siècle et au-delà, différents niveaux de construction politique se heurtaient, tout en lui étant essentiels, à l'élaboration des idéologies et des mémoires nationales, qui renforçaient la capacité même de l'État à s'étendre au-delà des frontières territoriales. Ce mécanisme valut, selon A. Lignereux, jusqu'en 1813, quand « [ce ne fut] pas l'Empire qui [dut] protéger la nation, mais [quand ce fut] à la nation de sauver l'Empire²⁸ ».

25 - *Ibid.*, p. 258.

26 - *Ibid.*, p. 263.

27 - Emma ROTHSCHILD, *The Inner-Life of Empires: An Eighteenth-Century History*, Princeton, Princeton University Press, 2011.

28 - A. LIGNEREUX, *L'Empire des Français...*, *op. cit.*, p. 299.

Leçons du boulevard du Crime

L'auteur du second volume expose clairement sa position dans la note qui accompagne sa bibliographie : « Le présent ouvrage est une réactualisation ²⁹. » À la lumière de ce *caveat lector*, il serait injuste de juger ce livre selon l'ensemble des critères des deux autres. Présenté ainsi, il en résulte un travail qui fournit une excellente synthèse et certaines mises à jour bibliographiques essentielles, particulièrement dans le domaine de l'histoire culturelle grâce à des pages importantes sur la vie de la capitale sous la Restauration et la monarchie de Juillet. Bertrand Goujon s'appuie notamment sur des travaux publiés depuis 1973 par Maurice Agulhon, Jean-Claude Caron, Alain Corbin, Francis Démier, Charles-Hippolyte Pouthas, André-Jean Tudesq et Philippe Vigier. On y trouve encore quelques références à l'histoire du genre, en particulier à la contribution importante d'A. Corbin et de Michèle Riot-Sarcey, et à celle de la religion. Les passages sur l'histoire rurale sont particulièrement convaincants. L'auteur apporte soin et érudition à l'exploration de ces domaines. De ce fait, les lecteurs qui recherchent une synthèse solide de l'historiographie française de la période y trouveront un travail des plus utiles.

Toutefois, de longs passages du livre tendent à développer une histoire politique nationale qui, si elle peut trouver sa place dans une certaine conception de cette collection, a été racontée maintes fois. Dans le cas de la monarchie de Juillet, un tel récit existe presque depuis la naissance de ce régime, narré par des figures telles que Louis Blanc et Élias Regnault, puis François Thureau-Dangin, à la fin du XIX^e siècle, dans une version presque exhaustive, puis à nouveau par André Jardin et A.-J. Tudesq en 1973, pour ne citer que les noms les plus connus. La Restauration reste certes insuffisamment étudiée, et l'ouvrage réussit à présenter certains des nouveaux travaux importants sur cette période. Mais la structure plus large du récit, le déploiement des événements politiques et des stratégies institutionnelles de 1814 à 1848 contribuent à le lire comme un drame du boulevard du Crime : on y rit parfois, on y pleure rarement, mais on y revient, même si l'intrigue de base nous est étrangement familière. Nous rencontrons donc ici à nouveau des personnages hauts en couleur (et parfois moins flamboyants), de l'inévitable Talleyrand à l'inflexible Guizot, jusqu'à de brèves rencontres avec des personnalités devenues, pour le meilleur ou pour le pire, moins connues pour leur charge de ministre durant cette période que pour leur contribution militaire sous le Premier Empire (Victor de La Tour-Maubourg, le comte de Lobau ou le maréchal Soult).

Ce volume présente une histoire de la politique au XIX^e siècle, mais le récit très subtil et détaillé des événements tend néanmoins à noyer les contributions essentielles de la période pour une histoire du politique. Et ce, malgré le commentaire

29 - B. GOUJON, *Monarchies postrévolutionnaires...*, *op. cit.*, p. 413 : « Le présent ouvrage est une réactualisation de : Jardin A., Tudesq A.-J., *La France des notables*, t. I, *L'Évolution générale 1815-1848* et t. II, *La Vie de la nation 1815-1848*, Paris, Seuil, 1973. La plupart des titres retenus dans la bibliographie sont de fait postérieurs à cette date. »

de J. Chapoutot qui précise : « nous ne faisons pas pour autant une histoire de la politique, mais bien une histoire du politique, de la vie de la 'cité' dans son ensemble³⁰ ». Alors que dans le reste de la série, *le politique* occupe le devant de la scène, dans ce volume, il semble s'éclipser derrière *la politique*. Quand bien même cette réécriture des événements politiques assortie d'une bibliographie réactualisée est d'une utilité louable en soi, il peut être salutaire de souligner ce qu'il manque au résultat, en particulier dans le contexte du tournant global et impérial pris par l'histoire du XIX^e siècle.

Tout d'abord, en mettant l'accent sur la politique, l'ouvrage ne parvient pas à tirer pleinement parti des références, par ailleurs pertinentes, au travail de Pierre Rosanvallon, car si cet auteur est l'un des plus souvent cités, la place donnée à une histoire politique plus traditionnelle fait perdre de vue le temps plus long du politique développé par ce dernier dans sa trilogie complète (sur le suffrage universel, la représentation et la souveraineté), comme dans les deux volumes sur l'État et la société civile de 1789 à nos jours (seuls les volumes sur l'État, l'histoire du suffrage universel et l'histoire des chartes de 1814 et 1815 sont mentionnés dans la bibliographie, bien qu'il soit aussi fait référence au *Moment Guizot* dans le texte). Ainsi, malgré la place de choix occupée par les travaux de l'historien, la structure du volume n'a pas pris en compte l'histoire plus large du politique qui couvrait tout le XIX^e siècle et dégagait des conceptualisations originales sur la vie politique postrévolutionnaire durant la période particulière des années 1814-1848. Bien que compréhensible, l'absence générale de travaux plus axés sur la philosophie politique, par Lucien Jaume, voire Marcel Gauchet, qui s'intéressent si directement à la période étudiée, suggère que certaines des histoires conceptuelles les plus élaborées ont été laissées de côté.

Pourtant, la place des « monarchies postrévolutionnaires » au sein de l'histoire politique de France se comprend moins bien, peut-être, à travers la chute de Joseph de Villèle en 1826-1827, la mort de Philippe-Ferdinand en 1842, ou les échecs des premier et second ministères d'Adolphe Thiers que grâce à la forte vague révisionniste dans l'histoire des idées de la première moitié du XIX^e siècle, y compris les études sur le républicanisme classique, le libéralisme et le socialisme, qui nous ont appris combien la période fut l'une des plus fécondes pour repenser les fondations mêmes du politique³¹. De la relation complexe entre individualisme et libéralisme³², accompagnée de l'avènement du moi postrévolutionnaire³³, à la révision

30 - « Joël Cornette et Johann Chapoutot... », art. cit.

31 - Voir, par exemple, Ira KATZNELSON et Andreas KALYVAS, *Liberal Beginnings: Making a Republic for the Moderns*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008 ; Louis BLANC, *Textes politiques, 1839-1882*, éd. par J.-F. Spitz, Latresne, Le Bord de l'eau, 2011 ; Vincent PEILLON, *La Révolution française n'est pas terminée*, Paris, Éd. du Seuil, 2008.

32 - Andrew JAINCHILL, *Reimagining Politics After the Terror: The Republican Origins of French Liberalism*, Ithaca, Cornell University Press, 2008 ; John Alexander Wilson GUNN, *When the French Tried to be British: Party, Opposition, and the Quest for Civil Disagreement, 1814-1848*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2009.

33 - Jan GOLDSTEIN, *The Post-Revolutionary Self: Politics and Psyche in France, 1750-1850*, Cambridge, Harvard University Press, 2009 ; Lucien JAUME, *L'individu effacé ou Le paradoxe du libéralisme français*, Paris, Fayard, 1997.

radicale du lien entre intérêts sociaux, société civile et État à l'échelle locale et nationale³⁴, sans oublier les reconceptualisations de l'ordre urbain³⁵ et les réinterprétations de l'héritage jacobin³⁶, les années 1814-1848 se sont révélées un moment de transformation radicale pour le contrat social au fondement de la communauté politique en France.

De façon similaire, l'une des transformations les plus importantes de la vie politique dans la France moderne fut celle de l'empire colonial au cours des deux monarchies postrévolutionnaires. Savoir dans quelle mesure ces monarchies avaient marqué la naissance d'un nouvel empire représente en soi un objet de débats pour de nombreux historiens, mais délimité comme il l'est par la chute et l'ascension de deux Napoléon, un ouvrage sur les années 1814-1848 offre un cadre idéal pour envisager les mutations précises de l'empire. En effet, on ne peut plus se contenter de traiter la nouvelle phase de colonisation, lancée par l'incursion française en Afrique du Nord, comme une histoire politique d'actions diplomatiques et instrumentales visant à renforcer chacune des monarchies, sur le plan national comme étranger. S'il est certainement vrai, comme le souligne l'ouvrage à juste titre, que la poussée de Charles X en Algérie était en partie motivée par le désir de Jules de Polignac de surmonter l'échec de son « grand projet », une telle analyse évite finalement de traiter le changement fondamental dans la construction du régime français postrévolutionnaire amorcée par cette nouvelle forme d'impérialisme.

Ainsi que l'ont montré les travaux de Benjamin Brower, Jennifer Pitts, Jennifer Sessions, Miranda Spieler, Tzvetan Todorov (dont aucun n'est cité), les ambitions coloniales françaises de cette période représentaient bien plus qu'une issue stratégique pour des ministres en déroute, soucieux de renforcer leur légitimité à l'intérieur comme à l'extérieur du pays³⁷. Au contraire, le projet colonial s'ancrait dans

34 - Stefano MANNONI, *Une et indivisible. Storia dell'accentramento amministrativo in Francia*, vol. 2, *Dalla contestazione al consolidamento*, Milan, Giuffrè éd., 1996 ; Claire LEMERCIER, *Un si discret pouvoir. Aux origines de la chambre de commerce de Paris, 1803-1853*, Paris, La Découverte, 2003.

35 - Nicholas PAPAYANIS, *Planning Paris Before Haussmann*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2004 ; John MERRIMAN, *Police Stories: Building the French State, 1815-1851*, Oxford, Oxford University Press, 2005 ; Dominique KALIFA et Pierre KARILA-COHEN (dir.), *Commissaire de police au XIX^e siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2008.

36 - Sudhir HAZAREESINGH et Karma NABULSI, « Entre Robespierre et Napoléon. Les paradoxes de la mémoire républicaine sous la monarchie de Juillet », *Annales HSS*, 65-5, 2010, p. 1225-1247 ; Jean-François JACOUTY, « Robespierre selon Louis Blanc. Le prophète christique de la Révolution française », *Annales historiques de la Révolution française*, 331-1, 2003, p. 103-125.

37 - Benjamin Claude BROWER, *A Desert Named Peace: The Violence of France's Empire in the Algerian Sahara, 1844-1902*, New York, Columbia University Press, 2009 ; Jennifer PITTS, *A Turn to Empire: The Rise of Imperial Liberalism in Britain and France*, Princeton, Princeton University Press, 2005 ; Alexis de TOCQUEVILLE, *Writings on Empire and Slavery*, éd. par J. Pitts, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2001 ; Kate MARSH et Nicola FRITH (éd.), *France's Lost Empires: Fragmentation, Nostalgia, and the Fracture Coloniale*, Lanham, Lexington Books, 2011 ; Jennifer E. SESSIONS, *By Sword and Plow: France and the Conquest of Algeria*, Ithaca, Cornell University Press, 2011 ; Miranda Frances SPIELER, *Empire and Underworld: Captivity in French Guiana*, Cambridge,

une conception nouvelle de la place occupée par la nation française en Europe, en « Occident » et dans le monde. En outre, comme l'abondante littérature sur l'impérialisme libéral l'a démontré efficacement, l'expansion coloniale était un élément constitutif et fondateur dans la construction d'une modernité politique européenne. À n'en pas douter, les tentatives d'affirmation, sous la monarchie de Juillet, de la légitimité de l'expansion coloniale au sein d'un régime parlementaire fondé sur le droit constituèrent l'une des contributions les plus essentielles à la formation d'une communauté politique en France et au-delà, au cours du siècle. Cette question inspira en effet certains de ses théoriciens les plus ardents durant cette période, et chaque régime européen dut s'y confronter d'une manière ou d'une autre au cours des années 1850 et 1860. De ce fait, l'absence d'une histoire de la traite coloniale des esclaves, et des ambitions françaises dans le Pacifique et dans l'océan Indien, constitue des manques criants.

Pour terminer, la place de l'histoire atlantique dans le sillage de l'Empire, à un moment où cette aire restait importante, malgré son déclin certain, est résolument passée sous silence. Si l'auteur note que Bordeaux et Nantes connurent des difficultés après la fin de la traite, on ne trouve aucune réflexion plus profonde sur le devenir d'une France atlantique au XIX^e siècle, ni sur la façon dont en furent affectées les notions commerciales et l'identité économique de la nation française³⁸. Ainsi, malheureusement, cet ouvrage ne permet pas de contredire l'affirmation de David Todd pour qui « la période allant de la Restauration de Louis XVIII en 1814 à la chute de Napoléon III en 1870 reste une *terra incognita* dans l'histoire des ambitions globales de la France³⁹ ».

Mentionnons pour finir qu'en excluant de façon quasi systématique les sources secondaires étrangères, hormis quelques références aux travaux classiques de David Pinkney sur la révolution de 1830 et à *The Decisive Years*⁴⁰, et une mention sur John Merriman, ce volume ne rend malheureusement pas justice au renouvellement rigoureux de la littérature secondaire sur cette période de l'histoire française. Le temps où spécialistes français, européens et nord-américains de l'histoire de France travaillaient à des historiographies isolées est heureusement révolu. Si l'on néglige ces travaux, il ne reste qu'un tableau historiographique incomplet, qui semble éviter le tournant impérial et global de l'histoire française de deux manières. Premièrement, une telle méthode tourne le dos aux contributions globalistes offertes à l'historiographie française de la période au cours des trois dernières

Harvard University Press, 2012; de même que le travail séminal de Tzvetan TODOROV sur les écrits de Tocqueville sur l'Algérie, *De la colonie en Algérie*, Bruxelles, Éd. Complexe, 1988.

38 - Allan POTOFSKY, *Constructing Paris in the Age of Revolution*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2009; David TODD, *L'identité économique de la France. Libre-échange et protectionnisme, 1814-1851*, Paris, B. Grasset, 2008.

39 - David TODD, « A French Imperial Meridian, 1814-1870 », *Past and Present*, 210-1, 2011, p. 155-186.

40 - David H. PINKNEY, *The French Revolution of 1830*, Princeton, Princeton University Press, 1972; *Id.*, *Decisive Years in France, 1840-1847*, Princeton, Princeton University Press, 1986.

décennies. Il est intéressant de noter que les deux autres volumes de la série réunissent, sans distinction, les historiographies françaises et étrangères en un panorama relativement uniforme, qui s'organise autour d'arguments et de contenus plutôt que d'origines géographiques. Une telle approche fraye un chemin vers une collaboration internationale productive entre historiens de France, d'Europe et du monde. La seconde faiblesse de cette démarche est de développer l'histoire de France de 1814 à 1848 comme un fait strictement national. Tout au long de l'ouvrage, l'auteur ne semble pas aborder explicitement en quoi les multiples échelles infra- et supranationales ont contribué à la construction de la France moderne. Répétons donc qu'au lecteur qui recherche une mise à jour érudite et savante, ce livre fournira une synthèse remarquable, mais que l'on se sent quelque peu prisonnier d'un récit qui ne reconnaît pas la porosité des frontières françaises ou la place de la nation dans les influences croisées de l'impérialisme et de la globalisation.

Un État-nation aux dimensions impériales

Le troisième volume de la collection, qui s'étend de la révolution de 1848 à la Commune de 1871, renoue avec les ambitions du premier ouvrage en suggérant que « la France » en constitue non « pas le cadre, mais l'objet d'étude »⁴¹. Cette nuance perspicace laisse entendre que, si Quentin Deluermoz présente une histoire de la France à cette époque, l'enquête ne se limite pas à considérer celle-ci comme un fait préétabli, c'est-à-dire comme un roman national à exhumer, mais ouvre au contraire un champ à explorer. De ce fait, le livre nous fait régulièrement quitter l'Hexagone en proposant des comparaisons internationales qui « se déplacent du local au transnational », en particulier pendant la révolution de 1848, « la plus internationale de toutes les révolutions »⁴². Il réalise la synthèse d'une quantité impressionnante de sources secondaires, notamment d'ouvrages en anglais et français (malheureusement, la sélection d'articles clés se révèle moins actuelle et moins systématique). Avant tout, ce volume propose une perspective nouvelle qui nous entraîne au-delà des fractures traditionnelles entre histoires sociale, économique et politique. Une telle ambition est attestée par l'utilisation du concept de « configuration », soit « la manière dont s'articulent les éléments d'une formation sociale et le sens qu'ils prennent les uns par rapport aux autres ». Empruntant cette approche à Norbert Elias, Q. Deluermoz s'efforce de situer les changements spécifiques de la période 1848-1871 au sein d'un ensemble plus vaste de réseaux qui évoluent selon des échelles, des durées et des rythmes divers pour former le roman national : « les oppositions politiques ou sociales se prolongent, mais elles se nourrissent de cette nouvelle situation et reprennent sens par rapport à elle »⁴³. L'utilisation qu'il fait de ce concept, lorsqu'il aborde la transition entre République,

41 - Q. DELUERMOZ, *Le crépuscule des révolutions...*, *op. cit.*, p. 8.

42 - *Ibid.*, p. 8 et 32.

43 - *Ibid.*, p. 104.

Empire et République, représente sans nul doute l'une des contributions les plus importantes de l'ouvrage à la collection.

Cette histoire du politique s'ouvre sur une discussion de l'année 1848. Prenant acte des dimensions fortement internationales de cette révolution, l'auteur suggère qu'on ne devrait pas s'attacher à la primauté du mouvement français dans une série de soulèvements nationaux en Europe pour comprendre le caractère distinctif de la révolution de 1848 en France. Une telle lecture, fondée sur le paradigme éculé d'un effet domino, fait préexister le national au révolutionnaire, postulat téléologique, au bas mot, dans le contexte de 1848. Au contraire, Q. Deluermoz souligne en quoi l'héritage révolutionnaire força les protagonistes de la Deuxième République à concevoir leur révolution à une échelle qui dépassait le cadre national. Ainsi, son histoire politique de 1848 ne s'arrête pas aux négociations et aux machinations politiques du gouvernement provisoire et du comité exécutif. Par exemple, son analyse des journées de Juin s'amorce sur les observations pertinentes de Bernard Manin⁴⁴, qui a démontré que l'articulation entre le régime républicain, la démocratie exprimée par la souveraineté populaire et la délégation des pouvoirs inhérente à un gouvernement représentatif, était loin d'être évidente à cette époque de tumultes politiques. La crise de juin ne posa donc pas seulement le problème de la classe ouvrière et des fondements sociaux de la communauté politique moderne (à laquelle furent confrontés de nombreux pouvoirs européens pendant toute cette année 1848), mais réintroduisit, avec autant d'acuité, la question essentielle visant à savoir négocier l'héritage fondamental légué par 1792 et Thermidor.

Il faut noter, en outre, que ce volume fait partie des rares ouvrages à relater les événements de juin 1848 en alliant à la fois la perspective d'une histoire sociale (à travers son « essai d'analyse ») et une compréhension subtile des questions politiques auxquelles devait faire face le Comité constitutionnel de 1848. Outrepassant les frontières chronologiques et géographiques de son étude, il argumente que les Constituants de 1848 disposaient de deux modèles : les années 1791-1793 et les États-Unis. Bien qu'il ne précise pas que les États-Unis continuèrent à représenter un modèle politique jusqu'au Second Empire et à la Troisième République, il se place clairement au sein d'une histoire qui s'efforce de comprendre le contexte international dans lequel étaient envisagés les problèmes constitutionnels de la Deuxième République. L'histoire du politique se prolonge sous le Second Empire à travers sa réflexion sur la « démocratie illibérale ». En se focalisant sur les questions de l'histoire étatique, de la relation entre démocratie et libéralisme, et des débats sur les formes de légitimité opposant les partisans d'une république parlementaire et ceux d'un empire libéral, il montre que les contours de cette démocratie illibérale ne dessinent pas « une alliance monstrueuse de la démocratie et de la monarchie », mais révèlent qu'« elle est une expression de la première », qu'« elle est plus précisément une autre possibilité de l'idée démocratique telle qu'elle s'est exprimée depuis 1789 »⁴⁵.

44 - Bernard MANIN, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 1996.

45 - *Ibid.*, p. 115.

Partant de cette réflexion sur le Second Empire, le livre place les années 1860 au cœur de son récit, affirmant qu'une mutation globale, à cette époque, posa les bases des trois dernières décennies du XIX^e siècle et de l'avant-guerre. Mais étant donné les ambitions « globales » de l'ouvrage, il aurait été stimulant de faire une brève allusion aux changements à l'œuvre de par le monde dans les années 1860, avec par exemple la guerre de Sécession aux États-Unis, la Restauration Meiji, l'abolition du servage en Russie, ou le mouvement d'unification en Europe centrale. Simultanément, le titre du volume suggère que nous assistons à un « crépuscule ». Si une certaine tension entre ces deux récits plus larges est indéniable dans l'ouvrage, ces derniers n'entrent pas nécessairement en contradiction, en grande partie grâce à l'utilisation du concept de « configuration » formulé par N. Elias. Ce recours au sociologue allemand fournit l'occasion de dépasser une opposition sclérosante entre histoires sociale et politique. Une telle perspective montre au contraire que la Troisième République émergea au sein d'une formation qui l'avait largement précédée, mais dont les contours restaient souples. En mettant ainsi en lumière le mouvement de « bascule » des années 1860, l'ouvrage offre une synthèse impressionnante de l'historiographie récente (thèses comme monographies) sur la période, explorant des questions telles que la création d'un marché national des biens et des services, le développement d'un réseau de transports, l'histoire bancaire, les transformations au sein de la classe ouvrière et des professions libérales, et la progression de nouvelles pratiques culturelles et religieuses. Tout au long de cette section, et du livre dans son ensemble, tout excès d'attention porté à Paris est abandonné au profit de la France rurale et des villes provinciales, particulièrement bien étudiées. Cela étant dit, il aurait été intéressant d'en apprendre plus sur la façon dont une connaissance plus extensive du reste de l'Hexagone et au-delà pourrait informer notre lecture de Paris sous le Second Empire, en particulier de la part d'un auteur qui a déjà longuement écrit sur l'histoire de la capitale.

Le chapitre intitulé « Le Second Empire est un empire » fournit des clés d'interprétation importantes concernant l'ajustement de l'histoire nationale à l'âge impérial, à la veille de l'impérialisme du XIX^e siècle tardif. S'il aurait été intéressant (et à certains égards important) de ne pas faire de l'empire colonial français une question distincte dans le contexte du Second Empire, ce chapitre conclut cependant, de manière captivante, à une période « dessinant en creux les contours nouveaux d'un État-nation à dimension impériale ». Ce commentaire fait écho à une remarque précédente : « l'ensemble 'France' des années 1860-1873 est un regroupement de territoires à géométrie variable »⁴⁶. En présentant la France non comme un simple territoire mais comme un « ensemble » rassemblant des géographies diverses et rivales, Q. Deluermoz peut ainsi pleinement développer la proposition, au paradoxe explicite, selon laquelle l'apogée de l'État-nation français débuta dans le contexte de la « réalisation hésitante d'une politique de puissance planétaire, nourrie par les ressources intellectuelles du temps et adaptée à la situation internationale⁴⁷ ». Dominait non pas un « projet colonial cohérent », fondé sur l'expansion

46 - *Ibid.*, respectivement p. 357 et 271.

47 - *Ibid.*, p. 245.

d'un État-nation intégré, motivé par une mission civilisatrice, mais plutôt un effort d'édification de « la France » dans le cadre des ressources et des possibilités internationales qu'offraient ces années 1860.

Nouvelles pistes pour une histoire nationale après le « tournant global »

Que signifie, dès lors, de prendre au sérieux les courants actuels en faveur d'une histoire globale et impériale dans l'écriture du roman national français au XIX^e siècle ? Comme l'a récemment suggéré Dominique Kalifa, l'impression générale d'un « lendemain » domine nos historiographies nationales aujourd'hui⁴⁸. L'époque est révolue où histoires culturelle, sociale et politique alignaient leurs paradigmes, s'orientaient dans telle ou telle direction, comptaient leurs disciples et se disputaient la domination de l'historiographie. Dorénavant, une grande partie des énergies et des entreprises historiographiques semblent se diriger vers le modèle global, qu'elles aient ou non, comme l'a souligné David Bell, fourni un paradigme convaincant pour repenser la place des histoires européennes et, plus spécifiquement, nationales⁴⁹. Nous voici donc face à la question de savoir si l'échelle nationale est encore pertinente à l'ère nouvelle de notre histoire globale, ou si les paradigmes connecté, impérial, océanique, environnemental et global offrent des échelles plus adaptées à l'écriture de l'histoire aujourd'hui. Ou, question plus saisissante peut-être, le temps est-il venu de nous débarrasser finalement du cadre de l'histoire nationale, pour évoluer vers de plus vastes horizons ? À considérer les commentaires formulés par les praticiens des nouveaux paradigmes les plus influents de cette discipline, le oui semble résolument l'emporter. Jane Burbank et Frederick Cooper suggèrent que « cette étude de l'empire rompt avec les exigences spécifiques de la nation, de la modernité et de l'Europe pour expliquer le cours de l'histoire ». Ou, comme l'a récemment avancé un historien du global, « à contre-courant des modèles de recherche établies par Von Ranke pour leur sujet, [les historiens globaux] choisissent aujourd'hui de s'affranchir, aussi nettement que l'archéologie moderne, des frontières disciplinaires, des chronologies établies et des traditions textuelles dans la construction des histoires nationales européenne, américaine, indienne, japonaise, chinoise, ou autres »⁵⁰.

M'inscrivant quelque peu en faux contre ces positions, je souhaiterais suggérer que la question du récit national devrait être posée, à nouveau, du point de

48 - Dominique KALIFA, « Lendemain de bataille. L'historiographie française du culturel aujourd'hui », *Histoire, économie et société*, 31-2, 2012, p. 61-70.

49 - David A. BELL, « The Global Turn: The Network as an Historical Metaphor », *The New Republic*, 7 oct. 2013, p. 54-59.

50 - Jane BURBANK et Frederick COOPER, *Empires in World History: Power and the Politics of Difference*, Princeton, Princeton University Press, 2010, p. 8 ; Patrick O'BRIEN, « Historiographical Traditions and Modern Imperatives for the Restoration of Global History », *Journal of Global History*, 1-1, 2006, p. 3-39, ici p. 4.

vue de l'échelle⁵¹. En des termes plus précis, je considère que l'échelle qui devrait servir à l'écriture de nos nouvelles histoires impériale, connectée ou globale, n'a pas encore été fixée, ni ne peut l'être. Pour commencer, il n'est ni scientifiquement justifié, ni conseillé d'opposer le national à l'impérial ou au global, tout d'abord parce qu'il est difficile de prouver qu'une telle dichotomie existât jamais en dehors du seul discours et, en outre, parce que la pertinence d'une échelle donnée dépend largement de la question spécifique qui est posée. Par extension, donc, au-delà des histoires globale, impériale, océanique, qui sapent ou nient l'utilité d'une histoire nationale, il subsiste, au sein de l'histoire globale et impériale, toute une série de questionnements qui peuvent trouver une réponse – toujours partiellement – à l'échelle de la nation. Il en va particulièrement ainsi du XIX^e siècle. Par exemple, comme l'a suggéré F. Cooper, les États-nations ont continué à « se comporter en empire » tout au long du XIX^e et une partie du XX^e siècle⁵². Mais, non sans ironie peut-être, il semble que l'une des leçons les plus importantes à tirer de cette affirmation ne consiste pas seulement à étudier comment fonctionnent les empires, mais aussi comment l'État-nation fut largement et universellement mis en avant, tout au long des deux derniers siècles, en même temps qu'il s'appuya sur des organisations sociales antérieures aux modes extrêmement divers. Pour résumer, les modalités radicalement neuves selon lesquelles s'imbriquèrent si profondément les échelles locale, régionale, impériale, océanique, hémisphérique et globale au cours du XIX^e siècle, résultèrent avant tout, et c'est le point essentiel, de la construction et de la consolidation de la nation moderne. Cette observation s'appuie sur le titre très évocateur donné par Roger Keil à son article : « La globalisation façonne les États⁵³ ». Je souhaiterais suggérer (en ce sens, donc) que, tout comme la globalisation informe aujourd'hui les États, elle forgea également, associée à d'autres niveaux multiples de l'histoire européenne du XIX^e siècle, les nations.

Il semble que, comme point de départ, bien trop d'historiens opposent le récit national à l'échelle historique impériale et globale. Si une telle dichotomie peut s'avérer judicieuse s'agissant de la perspective (c'est-à-dire de l'écriture, ou non, d'une histoire nationale au nom de la nation ou du point de vue des colonisés et des exclus), elle est en revanche intenable dès que l'on s'intéresse à l'échelle. Comme l'ont démontré les géographes et sociologues Saskia Sassen, Neil Brenner, John Agnew et bien d'autres, l'État national et ses diverses composantes sont aujourd'hui en voie, non pas de disparition, mais de réévaluation. Or cette leçon, tirée du monde contemporain, devrait, à mon sens, nous faire prendre conscience de nouvelles potentialités pour l'histoire du XIX^e siècle. Une telle interprétation suggère que les historiens pour qui une lecture à plus large échelle est plus pertinente pourraient manquer de discernement et passer à côté de l'intuition

51 - Jacques REVEL (dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard/Le Seuil, 1996.

52 - Frederick COOPER, *Colonialism in Question: Theory, Knowledge, History*, Berkeley, University of California Press, 2005, p. 154.

53 - Roger KEIL, « Globalization Makes States: Perspectives of Local Governance in the Age of the World City », *Review of International Political Economy*, 5-4, 1998, p. 616-646.

essentielle, à savoir que les interprétations significatives du XIX^e siècle ne devront pas seulement composer avec l'histoire globale en élargissant leur focale aux aspects impérial, hémisphérique et environnemental, mais nécessiteront aussi, comme l'a affirmé N. Brenner, de « resserrer l'angle de vue pour mieux l'ouvrir ensuite ». En d'autres termes, le récit national demeure l'un des meilleurs accès aux histoires impériale, hémisphérique et globale qui se réinventent aujourd'hui.

Ce projet d'une nouvelle histoire nationale offre un aperçu de certains outils essentiels à l'entreprise précise de cette histoire multi-scalaire du XIX^e siècle. En premier lieu, les histoires nationales doivent rester vigilantes quant au « piège territorial » où se sont engouffrées tant de nos sciences sociales, en révélant les multiples niveaux dont dépend en réalité le récit national⁵⁴. Certains passages cruciaux des ouvrages évoqués ici, en révélant cette architecture plutôt qu'en la dissimulant sous les « archives » et les « faits », nous enseignent la valeur spécifique du cadre impérial et global ; ce faisant, ils n'inversent pas les priorités. Au lieu de cela, deux niveaux de globalité ressortent de cette nouvelle histoire nationale. D'une part, on relève la poussée globale du colonial ou la progression territoriale de l'État-nation vers des dimensions impériales n'étant pas confinées à l'extrémité hexagonale du continent. Dans ce cas, la réflexion globale concerne la façon dont certaines formes particulières de la souveraineté de l'État-nation se sont confondues avec les ambitions impériales qui avaient marqué les États durant des millénaires. D'autre part, il s'agit d'observer les liens, les gens et les échanges qui s'inscrivirent dans les espaces, métropolitains ou coloniaux, où la nation s'intégrait plus largement aux réseaux historiques globaux. Ces connexions peuvent s'opérer à un niveau local, voire plus étroit encore, tout en croisant le plan global (nous observons une archive parisienne, et comme Louis Sébastien Mercier, nous voyons des « Japonais », des « Eskimos » et des « Indiens »⁵⁵). Il importe de reconnaître dans tous les cas que, même au sein de ce processus, le national demeure une force structurelle. À titre d'exemple, les interactions commerciales, culturelles et sociales entre les marchands locaux de Pondichéry et les Français du continent sous le Premier Empire différaient sans doute fortement de celles qui avaient cours sous la Restauration ou la monarchie de Juillet. Cela s'expliquait, en partie sans doute, par les événements qui se tramaient au sein de nations dont les frontières restaient fondamentalement fluides, mais néanmoins structurelles.

En second lieu, une telle recherche suggère qu'une histoire de France ou de toute autre nation n'est cantonnée ni à l'objectif ni à l'échelle de son récit. Il ne s'agit en aucun cas d'insinuer que les histoires nationales devraient seulement servir de base au type de synthèses larges qualifiées, à tort, d'histoire globale. Les tentatives infructueuses de ce genre aident peu au réajustement du rapport entre le global et le national. À vrai dire, leur effet est tout à fait inverse, car la simple

54 - John AGNEW, « The Territorial Trap: The Geographical Assumptions of International Relations Theory », *Review of International Political Economy*, 1-1, 1994, p. 53-80.

55 - Louis Sébastien MERCIER, « General Overview », in J. D. POPKIN (éd.), *Panorama of Paris: Selections from Le Tableau de Paris*, University Park, Pennsylvania State University Press, 1999, p. 29.

juxtaposition de récits nationaux ne fait en réalité que réifier le territoire national, considéré comme seule mesure possible d'une véritable enquête historique. De toute évidence, la question des sources adéquates à l'écriture d'une histoire globale convaincante demeure complexe. Comme le demandait Roger Chartier il y a plus de dix ans : « comment concilier, en effet, cette traversée des espaces et des cultures avec les exigences qui régissent la connaissance historique depuis le XIX^e siècle au moins et qui supposent le dépouillement des sources primaires, la maîtrise des langues dans lesquelles elles sont écrites et la connaissance en profondeur du contexte⁵⁶ » ? En réévaluant le cadre national, nous sommes contraints de reconnaître la suggestion implicite de cette remarque, à savoir que la question même des sources et de la connaissance historique est étroitement liée à l'emprise de l'État-nation, de ses langues et de ses institutions, fruits de l'écriture de l'histoire au XIX^e siècle. Le but n'est pas de suggérer ici qu'il n'est nul besoin de chercher à dépasser l'ascendant de l'archive première, ou de la maîtrise des langues originales, mais simplement de considérer qu'une histoire globale ou impériale du XIX^e siècle ne saurait se concevoir sans tenir compte de l'échelle nationale.

Par conséquent, et pour finir, la nouvelle histoire nationale exige un dialogue cohérent entre les différentes échelles de nos histoires nationales. L'insistance sur ces échanges doit dépasser la hiérarchie des échelles que l'État, les institutions et les historiens du XIX^e siècle ont tant essayé de définir comme des réalités inébranlables. Au contraire, il paraît clair, d'après ces histoires des empires, monarchies et républiques françaises que les villes, par exemple, pourraient être étudiées à l'échelle du continent, ou que des liens pourraient s'établir au niveau impérial, ou même océanique, sans nécessairement passer par les faisceaux politiques, sociaux ou économiques d'une échelle strictement nationale. De la même façon, la construction nationale des réseaux de transports sous les deux Empires bénéficia largement d'un vaste système de commerce et de régulation informelle à l'échelle de l'Europe. L'échelle nationale n'en était qu'une parmi d'autres, tandis que les interactions entre les échelles diverses restaient aussi centrales dans l'émergence de la souveraineté à l'âge des États-nations qu'elles l'étaient à l'époque médiévale ou le sont redevenues aujourd'hui. Alors que les spécialités telles que l'histoire environnementale, urbaine, intellectuelle, légale et transnationale se multiplient à une vitesse impressionnante, le passé national paraît loin d'être hors-jeu. De nouveau, les questions d'échelles restent nécessaires afin d'articuler l'extrême profondeur des récits nationaux et les continents encore inexplorés de la « nouvelle » histoire se dessinant à l'horizon.

Stephen W. Sawyer

The American University of Paris

Traduction d'Aurore Clavier



56 - Roger CHARTIER, « La conscience de la globalité (commentaire) », *Annales HSS*, 56-1, 2001, p. 119-123.